



—  
*Kit de médiation*  
**EXPOSITION**  
—

**À LA RENCONTRE DE  
L'ÉLEVAGE PAYSAN EN  
ÎLE-DE-FRANCE**



Non exhaustif, ce kit de médiation vise à apporter quelques informations contextuelles sur l'élevage en Île-de-France et son histoire, afin d'accompagner le public et les médiateur·ices dans leur compréhension de l'exposition.

Merci aux paysan·nes ayant accepté de nous accueillir :  
**Lise DEBOUT, Ferme de Retal**, située à Liverdy-en-Brie (77)  
**Camille et Nicolas GRYMOPREZ, Ferme Sainte Colombe**, située à Saint-Mars-Vieux-Maisons (77)  
**Pierre-Nicolas GRISEL, Ferme L'Orée de Milly**, située à Milly-la-Forêt (91)  
**Claudie et Marjolaine LE QUERÉ, Ferme de la Noue**, située à La Celle-les-Bordes (78)


Photographies : **Alexandra SERRANO**  
Prises de son et montage : Radio Raptz (**Pierre PETIOTE, Clément GIROUX**)  
Dispositif sonore : **Federico RODRIGUEZ JIMENEZ**  
Réflexion sur la médiation, rédaction du kit, relecture : **Joana MONNÉTREAU, Raphaëlle DEGEN, Yaëll TONNIN, Dominique ABADA-SIMON**

Ce projet a reçu un soutien financier de la **Région Île-de-France**, à travers l'appel à projet *Parler d'agriculture aux Franciliens* et de la **Ville de Paris**, à travers le dispositif *Paris Fertile*.

# SOMMAIRE

- **Présentation d'Abiosol** ..... p. 5
- **Présentation de l'exposition** ..... p. 6
- **Modalités de prêt** ..... p. 10
- **Quelques données sur l'élevage en IDF** ..... p. 11
  - \* La place de l'élevage biologique en Île-de-France
  - \* Spécialisation agricole : l'histoire singulière de l'Île-de-France
  - \* 5 000 vaches laitières à Paris
  - \* Quels sont les impacts de l'élevage industriel ?
  - \* Vers plus d'élevage durable en Île-de-France ?
- **Les principes de l'agriculture paysanne** ..... p. 36
- **Agricultrices** ..... p. 39
- **Ressources audiovisuelles**..... p. 42
- **Conclusion** ..... p. 43
- **Aller + loin: les freins à l'installation bio en IDF**..... p. 44
- **Nous retrouver**..... p. 46

## À la rencontre de L'ÉLEVAGE PAYSAN EN ÎLE-DE-FRANCE




### Une exposition à voir et à entendre

Que cultive-t-on en Île-de-France?  
La moitié de la surface régionale est dédiée à l'agriculture, soit 569 000 hectares et compte 4500 fermes. Elles produisent des céréales en grande majorité mais aussi des légumes (maraîchage) et des fruits (arboriculture). Les fermes d'élevage sont encore présentes mais restent peu nombreuses (6%) et se concentrent plutôt à l'est et à l'ouest de la région. Parmi ces fermes, 130 ont choisi la voie de l'agriculture paysanne et biologique.




Cette exposition vous emmène à la rencontre de femmes et d'hommes aux parcours divers, qui ont fait le choix de maintenir vivant un élevage paysan, respectueux des équilibres naturels, du bien-être animal, des sols et du lien au territoire.

Vous découvrirez leur quotidien à travers des photos prises sur le vif : la traite, les soins aux animaux, les naissances, la fabrication des fromages ou encore la tonte et le tissage. Des extraits sonores vous permettront aussi d'entendre leurs voix, leurs histoires, leurs idées, leurs rêves — mais aussi leurs doutes, et de vous immerger dans l'ambiance de leurs fermes.

Cette exposition s'inscrit dans le travail d'accompagnement mené par Abiosol, une association francilienne qui soutient les porteurs et porteuses de projet en agriculture biologique. Elle met en lumière la pluralité des parcours et des formes d'installation, et invite à repenser collectivement notre rapport à l'agriculture, à l'alimentation et aux territoires.



avec le soutien de



Réalisation sonore: Radio RapTz et Abiosol  
Prises de sons : Clément Giroux, Yazide Zaki, Pierre Petiote, Chloé Chommeloux, Ambre Vasconcelos  
Montage : Clément Giroux  
Prises de vue : Alexandra Serrano  
Dispositif sonore: Federico Rodriguez Jimenez  
Coordination : Anne Gorry, Anna Six, Joana Monnétreau



Abiosol oriente depuis 2009 des candidat·es à l'installation agricole en Île-de-France, candidat·es notamment non issu·es du milieu agricole, en leur proposant un accompagnement, des formations et un appui dans leur recherche de foncier, de débouchés, grâce à l'action conjointe de ses trois membres fondateurs : le Réseau AMAP IDF, Terre de Liens IDF et Les Champs des Possibles. Depuis 2020, Abiosol déploie des actions de découverte des métiers paysans auprès des Francilien·nes, afin de faire connaître les réseaux agricoles de la région, sensibiliser aux liens fragiles entre agriculture et alimentation et peut-être susciter des vocations !





Présentation de l'exposition

L'exposition se compose de **quatre séries de photographies**, réalisées par **Alexandra Serrano**, proposant chacune **un focus sur une ferme francilienne** pratiquant l'élevage paysan et biologique.

Chaque série comprend :

- **des photographies grand format** (un portrait et trois séries d'images)
- **une écoute** associée (témoignages des éleveur·euses et ambiances sonores de leur ferme).



**La ferme de l'Orée de Milly**  
Essonne (91)  
5,5 hectares






Située à Milly-la-Forêt, dans le Parc Naturel Régional du Gâtinais, la ferme biologique de l'Orée de Milly est gérée par Pierre-Nicolas, depuis 2016. Il élève des poulets de race « cou nu », des Dordognes, des Marans mais aussi des Cabannes, une race locale emblématique. Ses volailles sont nourries de foin et de maïs biologiques cultivés quotidiennement et sont élevées en plein air, au pied des arbres fruitiers. Les produits sont vendus en circuit court : à la ferme, en AMAP\* ou à des restaurateurs.

\*Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

un portrait de l'éleveur·euse et de sa ferme

des indications sur son installation, ses débouchés

le récit de son parcours et sa vision du métier



des images racontant le quotidien, les gestes techniques (tonte, traite, nourrissage...) mais aussi le cadre de vie des animaux (plein air, mise bas...)

Présentation de l'exposition






**La ferme de la Noue**  
Vendée (85)  
44 hectares

La ferme biologique de la Noue est située à La Celle-au-Bonheur, en région de l'Île de France. Elle est gérée par la famille de la Noue, depuis 2016. Ils élèvent des vaches de race Normande, des chèvres de race Saanen et des porcs de race Large Noire. Les produits sont vendus en circuit court : à la ferme, en AMAP\* ou à des restaurateurs.

\*Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne







Ferme de la Noue (78)







**La ferme Sainte Colombe**  
Seine-et-Marne (77)  
100 hectares

La ferme Sainte Colombe, située à Saint-Mesmes-Morand dans le département de la Seine-et-Marne, est gérée par la famille de la Noue, depuis 2016. Ils élèvent des vaches de race Normande, des chèvres de race Saanen et des porcs de race Large Noire. Les produits sont vendus en circuit court : à la ferme, en AMAP\* ou à des restaurateurs.

\*Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne



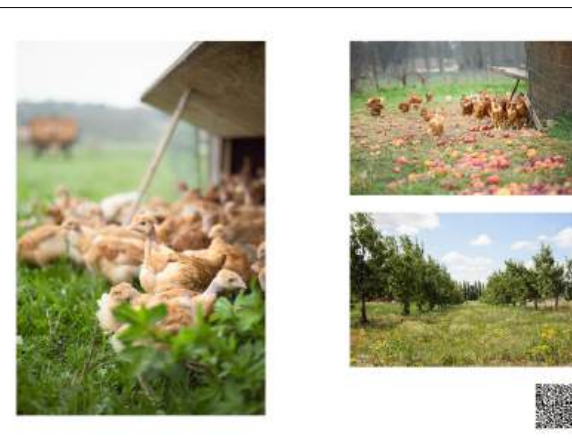
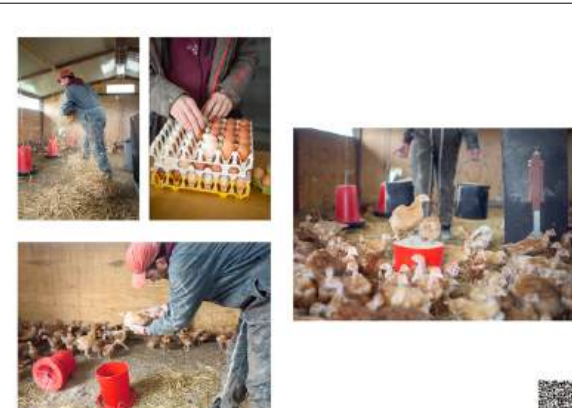




Ferme Sainte Colombe (77)



## Présentation de l'exposition



## Ferme de Retal (77)

## L'Orée de Milly (91)

## Présentation de l'exposition

FERME SAINTE-COLOMBE



## 1. Camille et Nicolas : des éleveur.euses bien dans leurs bottes



## 2. Visite de la ferme



### 3. Une ferme et de nombreux acteurs derrière

FERME DE LA NOUE



#### 4. Claudie et Marjolaine : l'histoire d'une ferme transmise de mère en fille



## 5. Un métier diversifié, au rythme des animaux



## 6. Naissances en série

FERME DE L'ORÉE DE MILLY



## 7. Pierre-Nicolas : le parcours d'un éleveur ancré localement



## 8. Visite de la ferme



## 9. Les clés de la réussite d'un élevage de volailles biologique

FERME DE RETAL



10. Lise : élèveuse et tisserande libre



## 11. Tisser la laine



## 12. Un projet local et collectif



## Modalités de prêt

**Durée maximale de prêt :** 4 semaines (renouvelable sur demande)

**Convention de prêt** à signer

**Conditions de transport, montage et retour**

**Responsabilité en cas de dégradation :** chèque de caution non encaissé d'un montant de 2000 euros, ou remplacement et facturation au réel des éléments dégradés d'après les factures de fabrication

Modalités d'utilisation des éléments sonores

**Transport :** Remise en main propre

### Détails techniques

#### Affichage

- **Nombre de panneaux par série :** 4
- **Nombre de panneaux total :** 17
- **Dimensions :** 70 x 50 cm (paysage)
- **Matériau :** Dibond
- **Système d'accrochage :** crochets + ficelle ou serflex (fourni sur demande) ou autre

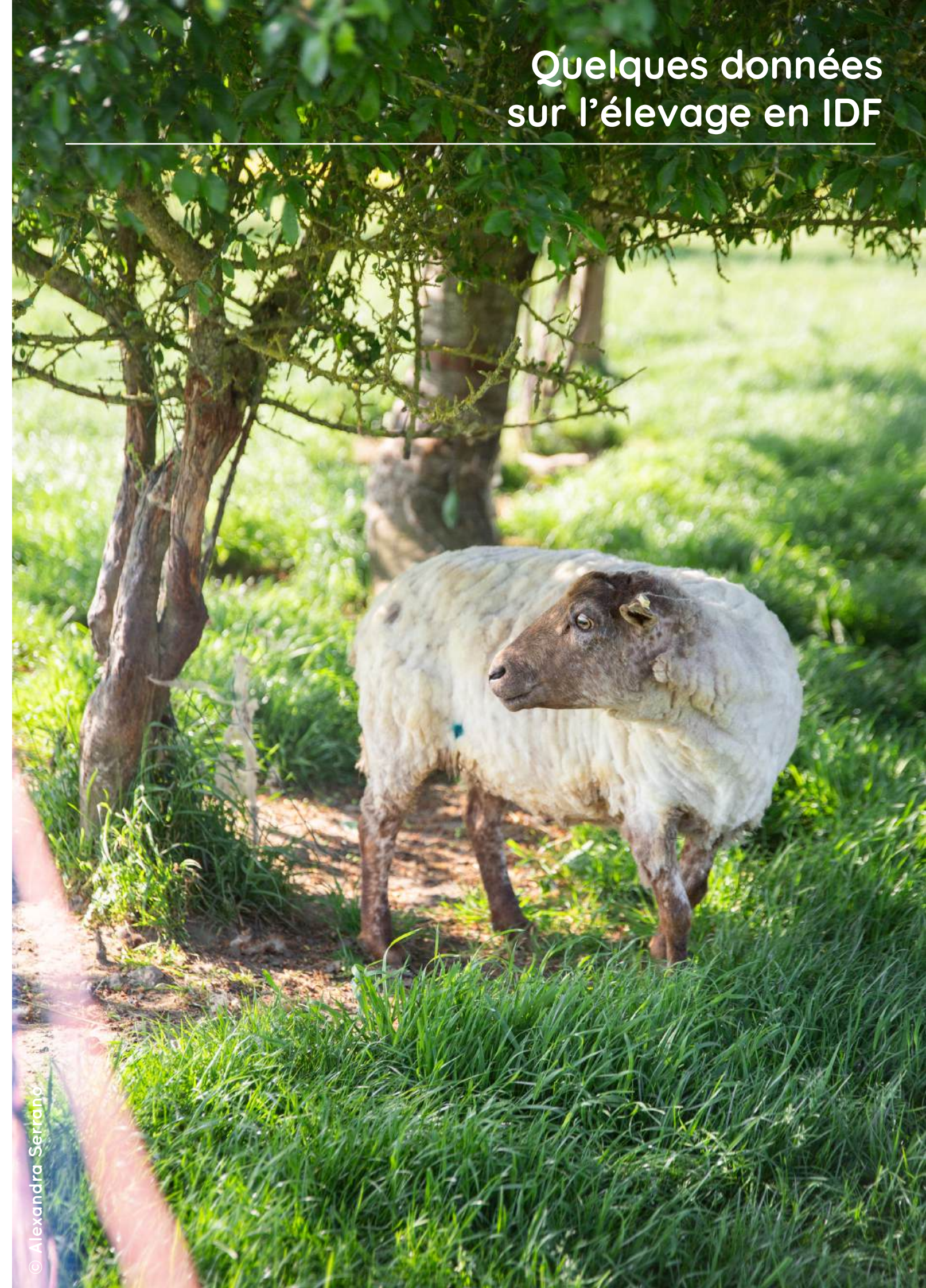
#### Dispositif sonore

- **Option 1 :** Boîtier audio autonome avec haut-parleur sortie jack pour connecter des écouteurs ou une enceinte (piles ou batterie rechargeable) si possibilité d'une salle fermée
- **Option 2 (simplifiée) :** QR Code à flasher pour écouter les témoignages depuis un smartphone.
  - **Connexion internet requise**

#### Montage

- **Temps de prémontage estimé :** 1h30
- Montage conseillé **à 2 personnes**
- **Notice de montage** fournie
- Possibilité d'être **accompagné·e par un membre d'Abiosol** pour l'installation

## Quelques données sur l'élevage en IDF





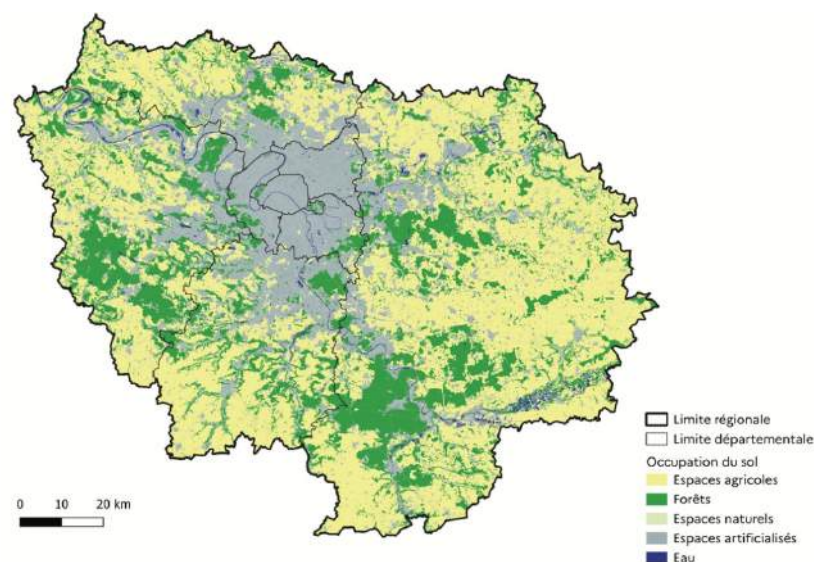
# LA PLACE DE L'ÉLEVAGE BIOLOGIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE

## Situer démographiquement l'élevage biologique en Île-de-France

Pour comprendre la place de l'élevage en Île-de-France, il est nécessaire d'avoir un panorama géographique général de la région, puis d'analyser la répartition des terres agricoles selon le type de cultures. Enfin, considérant les enjeux climatiques, de biodiversité et de préservation des ressources auxquels l'agriculture doit s'adapter, nous nous intéressons ici à la place de l'agriculture biologique, pour finalement apporter quelques indicateurs sur la place de l'élevage biologique en Île-de-France.

## Présentation géographique générale

L'Île-de-France est la première région métropolitaine de France avec plus de 12 millions d'habitants (18,8 % de la population totale) sur 2 % du territoire (Insee, 2019).



La région compte près de 4 425 exploitations qui occupent encore **près de la moitié** du territoire francilien, ce qui en fait une grande région agricole. Elle comprend **48 % de terres agricoles, 28 % d'espaces naturels et 24 % de territoire urbain.** (Agreste 2021).

Figure : mode d'occupation du sol (Agreste 2021)

Reste à noter qu'il existe un enjeu important de préservation des terres agricoles face à l'urbanisation, avec une moyenne de 900 hectares urbanisés entre 2008 et 2012. (Jasnot, 2014).

## Place prédominante des grandes cultures

**Les exploitations de grandes cultures telles que le blé, le colza, le maïs et l'orge dominant largement le paysage agricole francilien.**

Ces exploitations représentent **79 % des exploitations franciliennes**, et mettent en valeur **92,4 % de la surface agricole utile\* (SAU) régionale**, tandis que l'élevage représente **12,3 % des exploitations**, chiffre en baisse (Agreste, 2021).

En comparaison, en 2020 et sur le territoire français, l'élevage représentait 37 % de l'ensemble des exploitations française avec 145 000 exploitations, tous élevages confondus (bovins viande, lait, mixtes ; ovins ; porcins ; volailles ; caprins). (Agreste Graphagri 2024).

La plupart des exploitations contenant de l'élevage sont des exploitations où les grandes cultures dominent.

Ainsi, l'élevage permet de **diversifier** ces exploitations et y joue un rôle essentiel. Ce système s'appelle « **polyculture-élevage** » (voir page 5), il permet une meilleure **résilience climatique et économique** par la combinaison de cultures végétales et de productions animales sur une même exploitation.

C'est un atout économique puisque ce modèle permet de diversifier les revenus. En parallèle, l'élevage apporte les effluents organiques (fumier, lisier) nécessaires pour fertiliser les sols, réduisant ainsi l'utilisation d'intrants jusqu'à 40 % (Pleinchamp, 02/2025) ; quant aux prairies et cultures (fourrages, concentrés) elles nourrissent les animaux, formant ainsi **un cycle agroécologique**.

## Place de l'agriculture biologique

L'agriculture biologique représente en 2024, 6,8 % de la SAU régionale, qui la place au 11ème rang français. Parmi ces surfaces, 37,8 % sont en cours de conversion. Les exploitations en AB représentent 15,2 % des exploitations, dont 39 % en grande culture et 33,6 % en production de légumes.

Le nombre de fermes engagées dans la production biologique continue d'augmenter, mais à un rythme moins important que les années précédentes. En revanche, le taux d'évolution des surfaces en agriculture biologique est pour la première fois négatif, en 2025. Toutefois, il reste supérieur au taux d'évolution national. (GAB IDF, 2025).





Place de l'élevage biologique

La polyculture-élevage et l'élevage bio représentent **8,5 %** des exploitations bio d'Île-de-France, dont **plus de la moitié** sont **situées en Seine et Marne** (77) (GAB IDF, 2024), contre 39,9 % des exploitations en grandes cultures, suivies de 32,8 % des exploitations en production de légumes.

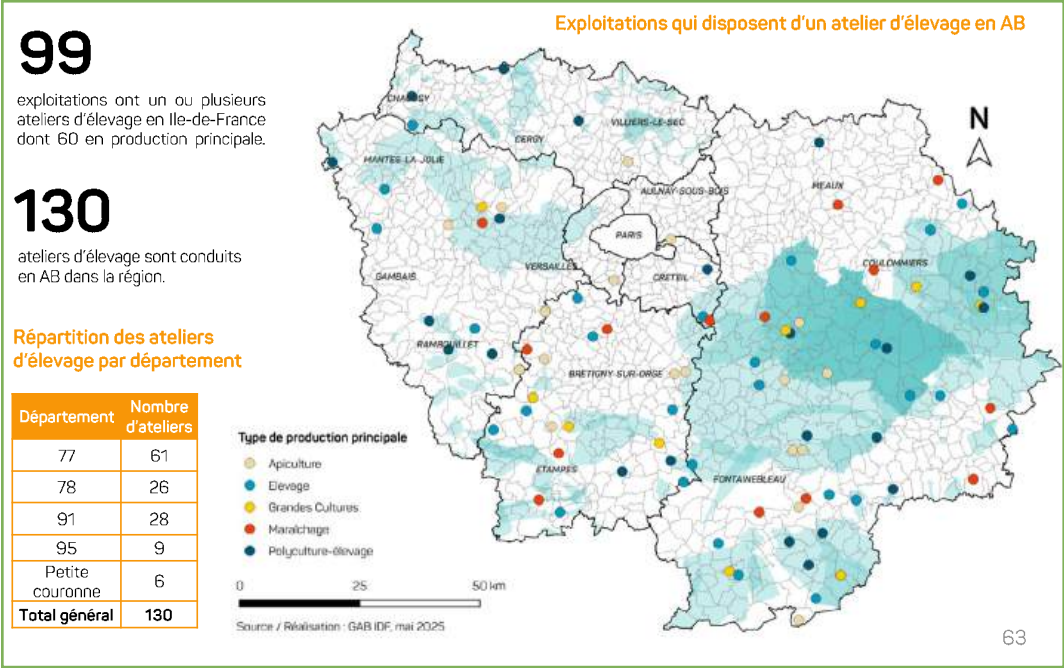


Figure 2: Carte de la répartition des élevages biologiques en IDF (GAB IDF, 2025)

L'élevage biologique permet de répondre aux besoins d'une consommation locale et aux enjeux de diversification des exploitations grâce à la polyculture-élevage.

En Île-de-France, l'élevage biologique ne représente qu'une petite partie des exploitations, tant par la faible proportion des exploitations en agriculture biologique – bien qu'en augmentation – que par la faible part de l'élevage lui-même dans ces exploitations.

Ce phénomène est notamment dû à la place prédominante des grandes cultures, plus rentables et correspondant mieux au modèle mécanisé et industriel mis en avant par les différentes réformes agricoles depuis le XX<sup>e</sup> siècle, dont le remembrement est un exemple. Nous verrons donc l'impact de la spécialisation agricole en France, et spécifiquement en Île-de-France

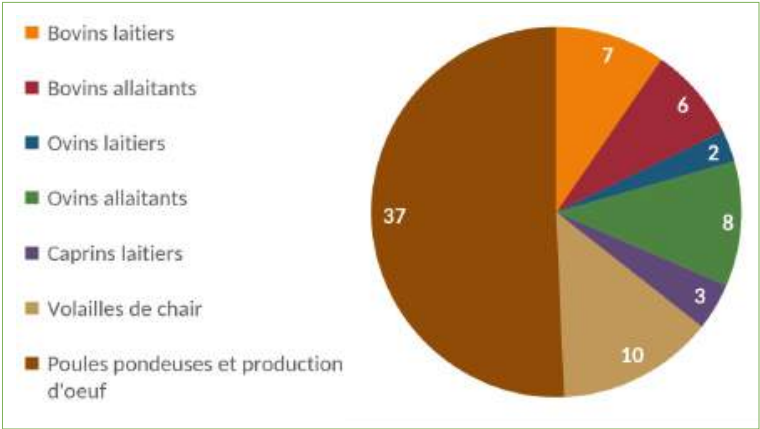


Figure 3: Part des différentes productions d'élevage bio en Île-de-France



© Photographie personnelle



## SPÉCIALISATION AGRICOLE : L'HISTOIRE SINGULIÈRE DE L'IDF

*Dans cette partie, nous reviendrons sur les principales étapes historiques et les dynamiques économiques qui ont conduit à la marginalisation progressive de l'élevage en Île-de-France.*

### Retour historique sur les transformations agraires de l'IDF

Alors qu'autrefois l'élevage était présent dans toute la région, il ne subsiste aujourd'hui de manière significative que dans quatre des vingt-quatre régions agricoles franciliennes : le Vexin, la Brie laitière, le Drouais et les vallées de la Marne et du Morin.

Pour comprendre cette forte régression de l'élevage en Île-de-France, il faut revenir sur les mécanismes historiques et économiques qui ont durablement transformé le paysage agricole régional, notamment la « Révolution agricole » (années 1960) et l'impact de la politique agricole commune (PAC) (Poulot, 2010). La rupture ne s'est pas manifestée de la même manière dans l'ensemble des régions, et les territoires ont été inéga-

lement transformés. À cette période, la région Île-de-France est déjà largement tournée vers les cultures céréalières. Ses conditions pédoclimatiques\*, particulièrement favorables aux grandes cultures, ainsi que la proximité de Paris, expliquent que celles-ci se soient développées dès le Moyen Âge, notamment à travers la constitution de vastes propriétés foncières appartenant à la noblesse ou au clergé (DRIAAF 2022).

Toutefois, c'est bien au Moyen Âge que les cheptels, notamment de bovins, étaient les plus importants, notamment pour répondre aux besoins en viande (Dietrich, 2007). L'ovin, quant à lui, connaît son apogée à l'Époque moderne, puis à l'époque contemporaine, avant de connaître un déclin important au milieu du XX<sup>e</sup> siècle (Jasnot, 2014).



#### Retour des champs

Carte postale, Marly-la-ville (Val-d'Oise), Roissy Pays de France, Collection Maurice Bonnard

### La concentration des terres

Durant les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le mouvement de concentration des fermes s'accroît, catalysé par la proximité géographique des consommateurs qui représentent un atout important pour la production des céréales, encore délicates à stocker et difficiles à transporter (DRIAAF 2022). L'élevage restait alors présent, à la fois pour approvisionner le marché parisien et pour assurer le bon fonctionnement des systèmes d'exploitation, en fournissant des engrais organiques et une force de traction (voir image). Cette complémentarité entre grandes cultures et élevage s'est maintenue jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (De Biasi & Stéphan, 2004).

### La modernisation

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture francilienne est déjà « modernisée, intensive et à haute productivité », démontrant la prédominance des grandes cultures de plateau, avec des exploitations dont la superficie moyenne est supérieure à la moyenne française : 53,6 ha en Seine-et-Marne et 27,4 ha en Seine-et-Oise contre 14,2 ha sur le territoire français. Comme nous l'avons mentionné, toutes les régions ne sont pas égales dans le modèle dominant de leurs exploitations.

À titre d'exemple, dans la Brie, d'importants cheptels de bovins (1 385 têtes pour 100 exploitations) et d'ovins (2 880 têtes pour 100 exploitations) sont intégrés à l'assolement triennal comprenant céréales, cultures sarclées et cultures fourragères. Dans la Beauce, l'élevage est déjà réduit, ou en cours de réduction, à hauteur de 538 bovins et 977 ovins pour 100 exploitations, au profit des cultures céréalières (Poulot, 2010).



#### Troupeau de vaches laitières

Dans la plaine de Pierrelaye (Val-d'Oise), vers 1960  
Collection Conseil départemental du Val-d'Oise



## La spécialisation

Ainsi, c'est véritablement à partir des années 1950 que l'Île-de-France connaît une spécialisation agricole rapide. Dès le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, une rupture s'opère dans le modèle des exploitations agricoles françaises. Alors que la plupart des fermes fonctionnaient jusque-là selon un système de polyculture-élevage, le mouvement de modernisation agricole amorcé dans les années 1950, amplifié par la mise en place de la politique agricole commune en 1962, conduit à une spécialisation croissante des exploitations.

La spécialisation répond notamment à une recherche de productivité, de même que le regroupement parcellaire, que la loi sur le remembrement (1941) a généralisé. La mécanisation a également alimenté l'agrandissement des parcelles, permettant de réduire la main d'œuvre nécessaire dans un second temps, notamment dans une logique de réduction des charges financières. Ces phénomènes ont participé à la spécialisation dans les cultures végétales, au détriment de l'élevage, ce dernier requérant des soins quotidiens (Poulot, 2010).

Les prix garantis entre 1962 et 1992 éliminent en grande partie le risque lié aux fluctuations du marché, assurant aux agriculteur·ices européen·nes des revenus stables pour certaines productions. Ce mécanisme a fortement incité les exploitant·es à se concentrer sur les filières soutenues, au détriment des systèmes diversifiés. Les exploitations se sont ainsi progressivement spécialisées dans les grandes cultures dans les zones les plus fertiles, entraînant une dissociation croissante entre élevage et production végétale, ainsi qu'une concentration de l'élevage dans des régions moins propices aux cultures intensives (Schott et al., 2010).

La dimension économique prévaut aujourd'hui encore, puisqu'un éleveur de bovins allaitants gagne de 45 % à 55 % moins qu'un céréalier (Jasnot, 2014).



**Jean-Pierre sur le tracteur**

La famille Foucaut exploitait des terres à Voisins-le-Bretonneux (Yvelines), vers 1965  
Collection : Musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines

Les prairies permanentes et la luzerne, éléments structurants des systèmes de polyculture-élevage, ont reculé sur l'ensemble du territoire, en lien avec la disparition progressive des systèmes mixtes et l'intensification des pratiques d'élevage. Parallèlement, les rotations culturales se sont raccourcies, avec une généralisation des successions de type colza-blé-orge, colza-blé-blé ou colza-blé. Dans cette dynamique, les zones les plus fertiles, comme l'Île-de-France, se sont orientées vers les grandes cultures, tandis que l'élevage s'est concentré dans des régions moins fertiles, telles que la Bretagne. Ainsi, ce processus de spécialisation concerne non seulement les exploitations, mais également les régions agricoles, de plus en plus constituées en bassins de production (Pur-seigle & Hervieu, 2023, pp. 80-86).

En 1988, 60 % des exploitations franciliennes sont spécialisées en grandes cultures ou en céréales ; en 2000, cela représente près de 85 % des exploitations. En comparaison, les surfaces fourragères et en herbe ont réduit de moitié entre 1955 et 1970. Les troupeaux connaissent la même dynamique : 32 500 troupeaux de vaches laitières en 1970, contre 10 000 en 1988 ; pour les ovins, on compte trois fois moins de têtes en 1988 qu'en 1970. (Poulot, 2010).

## Le remembrement

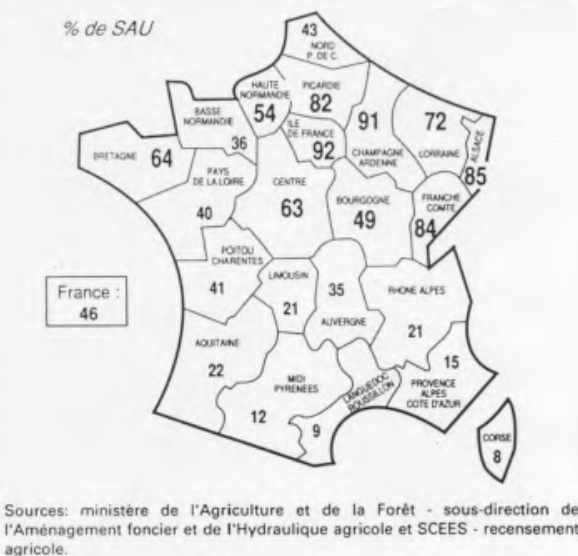


Images satellite suite au **remembrement à Bernay-Vilbert (Seine-et-Marne)**  
entre 1950 et 2020

Outil Remonter le temps (IGN - Géoportail)



## SURFACE REMEMBRÉE AU 31/12/88



En 1988, on recensait environ 1 231 exploitations en élevage, soit environ 13 % des fermes de la région francilienne (Ministère de l'Agriculture – SCEES, 1988). Les images du remembrement agricole, engagé massivement dans les années 1960 pour accompagner la modernisation de l'agriculture, illustrent le processus de spécialisation et d'agrandissement, à travers une profonde transformation des paysages. La suppression du maillage bocager et l'agrandissement des parcelles ont répondu à une utilisation généralisée des engins agricoles motorisés.

(Ministère de l'Agriculture), (Jasnot, 2014)

La disparition de ces éléments paysagers a contribué à l'ouverture du paysage d'openfield, accentuant l'aspect uniforme et rectiligne des grandes parcelles. La trame des champs s'est distendue, ne suivant plus les formes naturelles du relief. Sur les plateaux, les îlots de culture de 50 à 60 ha deviennent la norme dès les années 1980, et atteignent fréquemment 80 à 100 ha à la fin du XX<sup>e</sup> siècle (Poulot, 2010).

Depuis, l'élevage continue de reculer. En 2020, il ne représentait plus que 248 exploitations (DRIAAF Île-de-France, 2025). La dissociation entre grandes cultures et élevage permet de comprendre pourquoi le cheptel\* francilien se retrouve majoritairement au sein d'exploitations non spécialisées dans l'élevage, mais à dominante grandes cultures. Ces exploitations concentrent aujourd'hui près de la moitié des ovins et caprins de la région, deux cinquièmes des bovins et un quart des volailles. À l'inverse, les exploitations exclusivement dédiées à l'élevage ne rassemblent environ qu'un cinquième des troupeaux bovins, ovins et caprins (De Biasi & Stéphan, 2004).

## LEXIQUE

**Pédoclimat** : Climat interne du sol, caractérisé par les conditions saisonnières de température, d'hygromorphie, d'aération, de pression partielle en CO<sub>2</sub>.

**Cheptel** : Ensemble des bestiaux (d'une exploitation, d'une région).

**SAU** : La surface agricole utile (SAU) est un indicateur statistique destiné à évaluer le territoire consacré à la production agricole.

## SOURCES

De Biasi, Laure, & Stéphan, Jean-Marie. (2004). *Atlas rural et agricole de l'Île-de-France* [PDF]. Institut Paris Région. [https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude\\_61/atlasrural\\_web01.pdf](https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_61/atlasrural_web01.pdf)

DRIAAF Île-de-France. (2022). *Panorama de l'agriculture francilienne*. Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. [https://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/PANORAMA\\_basse\\_def\\_cle83452d.pdf](https://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/PANORAMA_basse_def_cle83452d.pdf)

Jasnot, Pierre-Emmanuel. (2014). *Élevage et biodiversité en Île-de-France, des synergies à encourager. Le cas des vallées franciliennes*. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, direction de Laurent Simon. <https://www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/elevage-et-biodiversite-en-ile-de-france-des-synergies-a-encourager-le-cas-des-vallées-franciliennes-2014/>

Jasnot, Pierre-Emmanuel. (2019). *Les transitions agro-écologiques en Île-de-France : acteurs et processus*. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I. <https://theses.fr/2019PA01H011>

Poulot, Dominique. (2010) *Histoire du patrimoine : bilan et perspectives* in Boudia, Davallon Jean (dir.), Patrimoine et communautés savantes, Rennes, PUR. p. 25-47.

Poulot, Monique. (2010). « L'agriculture francilienne dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle : vers un postproductivisme de proximité ? ». *Pour*, 2010/2 N° 205-206. p.161-177. CAIRN.INFO, [shs.cairn.info/revue-pour-2010-2-page-161?lang=fr](https://shs.cairn.info/revue-pour-2010-2-page-161?lang=fr)

## SOURCES DES IMAGES

De Transilie, Les Neufs (s. d.) *MÉMOIRES AGRICOLES 2023*. Les Neufs de Transilie. <http://lesneufsdetransilie.fr/projet/memoires-agricoles2023/>

## RESSOURCES COMPLEMENTAIRES

Couanon, Geoffroy. (2019) *Douce France* (Triangle de Gonesse), documentaire.

Serreau, Coline (2010). *Solutions locales pour un désordre global* [Vidéo]. YouTube. [https://www.youtube.com/watch?v=3q\\_xzQ7pRi4](https://www.youtube.com/watch?v=3q_xzQ7pRi4)





© Alexandra Serrano

## 5 000 VACHES LAITIÈRES À PARIS

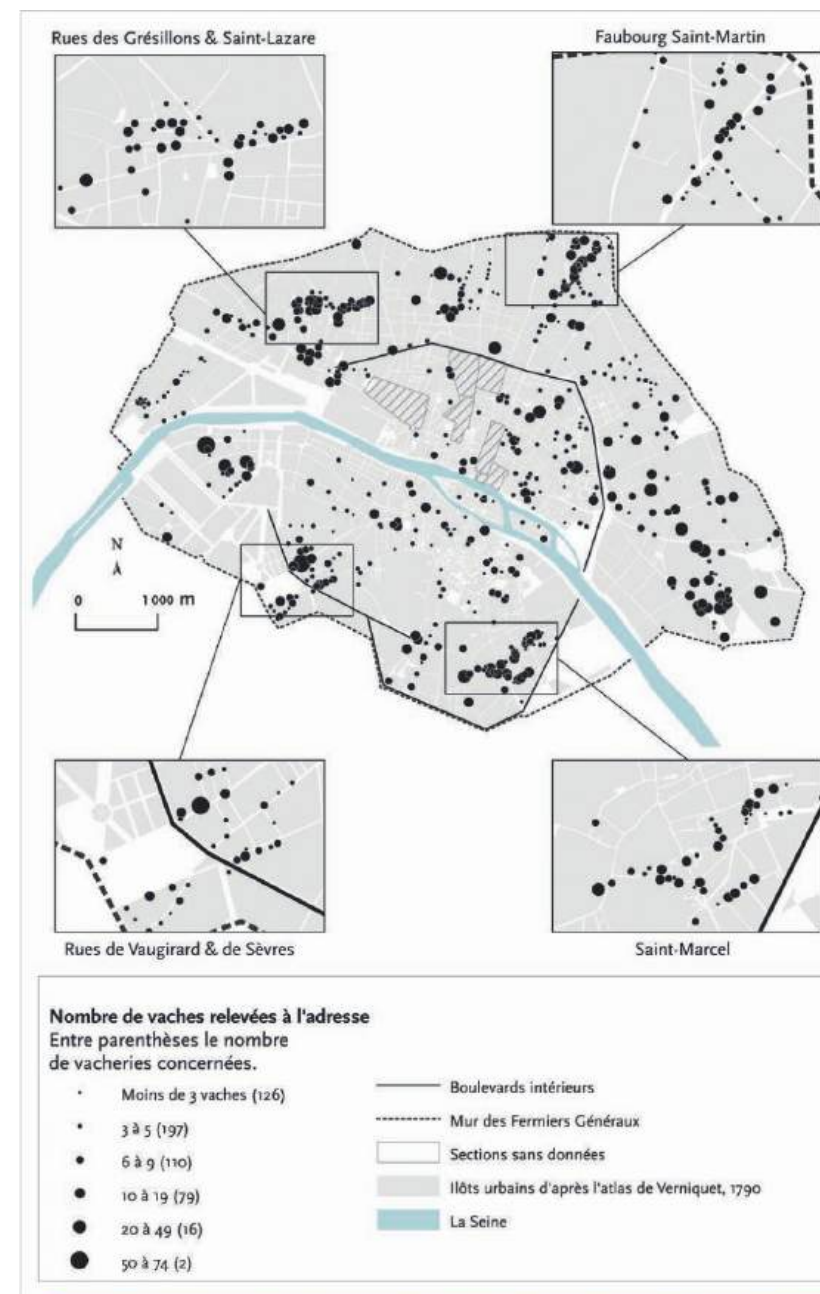
*Historiquement, l'élevage faisait partie intégrante de l'activité métabolique de la ville et l'animal était pleinement impliqué dans la vie urbaine.*

Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les relations entre ville et campagne reposaient sur un échange de matières relativement équilibré, dans une logique de complémentarité fonctionnelle. Les déchets urbains, excréments humains ou alimentaires, étaient réintégrés aux cycles agricoles sous forme d'amendements organiques, favorisant une certaine circularité des flux entre l'espace urbain et son hinterland\* (Thomas Le Roux, 2021).

Cette porosité entre ville et campagne se traduisait également par une présence directe de l'agriculture au cœur des espaces urbains.

À Paris, l'accroissement des « vacheries », étables à vaches situées intra-muros, s'ancre dans la période de première industrialisation, autour des années 1780. Si la consommation de lait est taboue pendant l'antiquité et jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, au tournant du siècle, le lait devient un produit de consommation courante.

Ces vacheries font partie d'une économie domestique, dépassent rarement dix vaches, beaucoup n'ayant qu'une à trois bêtes, et sont exploitées par des nourrisseurs très liés au monde agricole, au maraîchage, ou au transport des denrées.



**Carte 1. Répartition des vaches et des vacheries à Paris (février-mai 1800) selon l'enquête Frémy.**  
Réalisation : Bertrand Dumenieu, Centre de recherches historiques.

**Figure :** Répartition des vaches et des vacheries à Paris (février-mai 1800) selon l'enquête Frémy.  
Réalisation : Bertrand Dumenieu, Centre de recherches historiques. (Thomas Le Roux, 2021)

## LEXIQUE

**Hinterland:** Arrière-pays, région qui s'étend à l'intérieur des terres ou au-delà d'un territoire occupé



Le développement des vacheries culmine sous le Second Empire, avec un cheptel de plus de 5 000 vaches laitières recensées dans la capitale au début du XIX<sup>e</sup> siècle (Thomas Le Roux, 2021). Les ateliers alimentaires de la ville (amidonneries et brasseries) permettent de fournir les aliments nécessaires à l'alimentation des vaches. Le Paris de Napoléon constitue l'apogée de la présence des vaches intra-muros. Un siècle plus tard, en raison des nuisances et de l'institutionnalisation des politiques d'hygiène publique et dans un contexte d'épidémie (1814) les quartiers du centre de Paris sont débarrassés des vacheries. Cela s'accompagne, en 1810, de la création de cinq abattoirs publics, qui vont causer la fermeture des « tueries particulières » (Leteux, 2013).

Aujourd'hui, alors même que l'élevage a quasiment disparu du tissu urbain, on assiste à la réémergence de projets agricoles en milieu urbain. C'est le cas de la Laiterie de Paris, située dans le quartier de la Goutte-d'Or (18<sup>e</sup>), ou encore de Fromaville à Saint-Ouen (93), qui s'inscrivent dans une volonté de relocaliser la production. Le podcast réalisé par des enfants à l'occasion de la visite de la laiterie de La Chapelle (Marx Dormoy) illustre d'ailleurs cette redécouverte pédagogique et sensible du monde agricole en ville.

## Et aujourd'hui ?

Découvrez le deuxième épisode du podcast  
« *L'agriculture en bas de chez moi* »  
[Une laiterie dans le 18 ?](#)



## SOURCES

Le Roux, Thomas. (2021). « La grande ferme des 5 000 vaches laitières de Paris (1770-1815) », *Études rurales* [En ligne], n° 207. Consulté le 02 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/25039> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.25039>

Leteux, Sylvain. (2013). « Les nuisances dans la ville : le cas des abattoirs parisiens (du XVIII<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle) ». *Bulletin de la société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France*, 140<sup>e</sup> année.





## QUELS SONT LES IMPACTS DE L'ÉLEVAGE INDUSTRIEL ?

*Revenons sur les grandes tendances actuelles de l'élevage en France et en Europe à travers quelques chiffres clés, afin de mieux comprendre les critiques adressées au modèle industriel.*

En France, 80 % des animaux d'élevage sont aujourd'hui élevés dans des systèmes intensifs (Collectif Nourrir, 2023). Cette dynamique s'inscrit dans une tendance générale à l'agrandissement des exploitations et à l'industrialisation de la production agricole. L'élevage, en particulier, fait l'objet de nombreuses critiques en raison de ses impacts environnementaux, sanitaires et sociaux. Toutefois, il convient de nuancer ce constat : ce ne sont pas les pratiques d'élevage en elles-mêmes qui posent problème, mais bien le modèle industriel et intensif dans lequel elles s'inscrivent.

### Quels sont les problèmes aujourd'hui imputés à l'industrialisation de l'élevage?

Par leur taille, la densité des animaux, la dépendance au soja importé pour l'alimentation et la gestion souvent problématique des effluents, ces élevages ont des effets considérables sur l'environnement : émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes, pollutions multiples de l'air, des sols et des eaux, perte de biodiversité, déforestation, consommation excessive de ressources naturelles.

### L'air, l'eau et les sols fortement pollués

Aujourd'hui, l'agriculture industrielle est devenue le premier émetteur d'ammoniac dans l'air. L'ammoniac (Nh), à 93 % issu de l'agriculture (dont 69 % des élevages et 28 % des engrais minéraux), contribue à de nombreuses conséquences environnementales et sanitaires : eutrophication\* et acidification des eaux et des sols, atteintes à la biodiversité, mais aussi à des phénomènes climatiques, en favorisant la formation de protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) — un puissant gaz à effet de serre — et de particules secondaires (AOS) (ADEME, 2022).

L'Île-de-France est particulièrement concernée par cette problématique. Aujourd'hui, l'ensemble des départements de la grande couronne est classé en zone vulnérable, tant la pression sur les ressources en eau y est forte. Les concentrations en nitrates sont en hausse en Île-de-France et ont des effets importants sur les prélèvements en eau potable.

Depuis 2015, **2 captages par an ont fermé dans la région pour tout ou partie à cause de la pollution par les nitrates.** (DRIEE Île-de-France, 2020).

**Enfin, une partie des effluents agricoles, des engrais et des pesticides finit par rejoindre les cours d'eau, les lacs et les nappes phréatiques, par ruissellement ou infiltration, aggravant encore la pollution des milieux aquatiques.**

## En Île-de-France les pesticides sont partout et ne s'arrêtent pas au périph'

C'est au printemps et en zone rurale que les teneurs les plus élevées apparaissent. Les niveaux les plus importants sont ainsi liés aux produits utilisés sur les cultures dominantes en Île-de-France. Ces pesticides à usage agricole sont d'ailleurs observés également dans l'air parisien ; à des concentrations cependant moindres que celles relevées en Beauce (région agricole francilienne) (Airparif).

### Impact sur la biodiversité

La contamination généralisée de l'environnement par de nombreux polluants a des incidences sur les organismes vivants. En atteste l'effondrement de la population d'oiseaux des milieux agricoles : **Entre 1980 et 2016, on décompte une diminution de 57 % des oiseaux des milieux agricoles.** (Rigal, 2023)

Les pollinisateurs, tels les abeilles et les syrphes ou encore les papillons, qui constituent un maillon essentiel dans le fonctionnement des écosystèmes et jouent un rôle déterminant dans la production alimentaire (72 % des espèces cultivées en France pour l'alimentation humaine présentent une dépendance plus ou moins forte à l'action des insectes pollinisateurs (CGDD, 2016)), ont aussi vu leur population décliner de manière vertigineuse : le nombre d'espèces et la taille des populations diminuent, dans certains endroits, **de 70 % à 90 %**. En France métropolitaine, deux espèces de papillons de jour floricoles sur trois auraient disparu d'au moins un département qu'elles occupaient au siècle dernier ; et selon un rapport de 2016 de l'IPBES, « en Europe, 9 % des espèces d'abeilles et de papillons sont menacés et les populations diminuent pour 37 % des abeilles et 31 % des papillons [...] ». (Fontaine Colin, 2022).

Or la biomasse, l'abondance et le nombre d'espèces d'insectes, dont les pollinisateurs, chutent. Leur déclin s'explique en grande partie par l'usage des pesticides et le changement de pratiques agricoles (abandon de l'élevage extensif, intensification de l'exploitation des milieux, destruction des haies, pesticides, monocultures...).

**C'est tout le système productif agricole conçu à partir des années 50 qui transforme les écosystèmes, notamment en détruisant les habitats\*.**

Les prairies, les haies, terre arables et les zones humides constituent des habitats essentiels pour la survie de nombreuses espèces et fournissent de nombreux services écosystémiques. Ces habitats sont détruits progressivement par l'agriculture industrielle. Les prairies sont remplacées par des systèmes agricoles industriels. 70 % des haies bocagères ont été supprimées depuis 1950 pour faciliter la circulation d'engins agricoles de plus en plus imposants (Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, 2018). Le labour profond détruit la structure des sols, ce qui réduit la diversité, la densité et l'abondance des micro-organismes essentiels à la santé des sols.



Enfin, le drainage des terres a eu des répercussions notables sur les milieux environnants. Cette pratique, qui vise à réduire la quantité d'eau dans les sols pour faciliter l'intervention sur les parcelles et accroître le rendement, a modifié le fonctionnement hydrologique, voire asséché plus de 20 % des zones humides françaises d'importance internationale (Office français de la biodiversité, 2019).



Outarde canepetière © Jean-Luc Pinaud

**Le retrait de l'outarde canepetière des grandes plaines agricoles franciliennes est devenu le symbole de l'un des travers de la simplification du parcellaire et de la disparition des cultures fourragères.**

### Les problématiques sanitaires que cela soulève

Au-delà des dégâts environnementaux, l'élevage industriel soulève aussi de lourdes questions de santé publique. Regrouper des milliers d'animaux dans des espaces confinés crée des conditions propices à l'apparition et à la propagation d'épizooties : influenza aviaire, peste porcine africaine, ou encore diverses formes de grippe animales. Des maladies dont certaines peuvent franchir la barrière des espèces et constituer des menaces pour

la santé humaine.

Par ailleurs, la concentration d'animaux impose l'usage généralisé et massif de médicaments et plus particulièrement d'antibiotiques, contribuant ainsi au phénomène d'antibiorésistance\*.

Un phénomène que l'OMS considère aujourd'hui comme l'une des principales menaces sanitaires mondiales (World Health Organization : WHO, 2020).

## “Celui qui nourrit, c'est celui qui soigne”

Derrière cette formule, se cache une vérité essentielle : la qualité de notre alimentation a un impact direct sur notre santé.

Aujourd'hui, nos modes de production et de consommation alimentaires posent des problèmes de santé publique : en France, 17 % de la population est touchée par l'obésité (Dgos, 2019). Une alimentation déséquilibrée, trop riche en sucres, en graisses saturées, en produits ultra-transformés, favorise le développement de maladies chroniques graves : diabète de type 2, maladies cardiovasculaires, hypertension, cancers.

Face à ce constat, l'agriculture biologique apparaît comme une voie possible pour mieux nourrir et mieux préserver la santé. De nombreuses études ont montré que les aliments issus de l'agriculture biologique présentent une composition nutritionnelle plus favorable : davantage d'antioxydants, une meilleure teneur en micronutriments et en acides gras essentiels. Ces différences s'expliquent par les pratiques agricoles spécifiques au bio : des rotations de cultures qui préservent les sols, une fertilisation naturelle limitant les intrants chimiques, et une absence de pesticides de synthèse (Laperche, 2014).

### Les conséquences sociales de l'industrialisation de l'élevage

L'industrialisation de l'élevage ne se limite pas à des conséquences environnementales et sanitaires : elle bouleverse aussi profondément la vie des paysannes. En effet, ce modèle impose une perte d'autonomie économique et décisionnelle qui alimente un mal-être grandissant au sein des exploitations.

Pour répondre aux exigences d'un marché mondialisé et dérégulé, les coûts de production sont constamment tirés vers la bas : la rémunération des éleveur·euses baisse, tandis que la pression pour augmenter les volumes de production s'in-

tensifie. Les petit·es producteur·ices se retrouvent ainsi marginalisé·es.

Parallèlement, le soja cultivé à grande échelle dans les pays du Sud sert à nourrir les élevages industriels du Nord, qui eux-mêmes inondent le marché local avec des produits à bas prix, concurrençant durement les productions locales (Collectif Nourrir, 2025).

## LEXIQUE

**Eutrophisation** : L'eutrophisation est une forme naturelle de pollution qui se produit lorsque le milieu reçoit trop de matières nutritives assimilables par les algues et que celles-ci prolifèrent.

**Effluents** : Ensemble des eaux à évacuer par les égouts.

**Antibiorésistance** : L'antibiorésistance est le phénomène qui consiste, pour une bactérie, à devenir résistante aux antibiotiques. Les bactéries exposées aux antibiotiques évoluent et développent des mécanismes de défense qui leur permettent d'échapper à leur action.

**Habitats** : Terme désignant en écologie le milieu de vie d'un être vivant. Il regroupe l'ensemble des conditions (température, humidité, lumière, présence de nourriture...) qui permettent à l'espèce de vivre, de se développer et de se reproduire.



## SOURCES

- ADEME. (2022, 19 avril). «Comprendre les relations entre agriculture et pollution de l'air.» ADEME Infos. <https://infos.ademe.fr/lettre-recherche-avril-2022/comprendre-les-relations-entre-agriculture-et-pollution-de-lair/>
- Airparif. (s.d.). « Qualité de l'air en Île-de-France : état et perspectives ». Airparif Actu, n° 43. [https://www.airparif.fr/sites/default/files/document\\_publication/NUMERO43.pdf](https://www.airparif.fr/sites/default/files/document_publication/NUMERO43.pdf)
- Aubry, C., Coll, I., Courtin, A., & Mougin, C. (2025, mars). « Les pollutions des matrices environnementales air, eaux, sols et leur sensibilité aux évolutions climatiques en Île-de-France ». Les carnets du GREC francilien. [https://grec-idf.eu/wp-content/uploads/2025/03/Carnet-grec\\_pollution\\_mars-2025\\_FIN.pdf](https://grec-idf.eu/wp-content/uploads/2025/03/Carnet-grec_pollution_mars-2025_FIN.pdf)
- Collectif Nourrir. (2023, 23 novembre). « Comprendre la transition de l'élevage ». <https://collectifnourrir.fr/comprendre-la-transition-de-lelevage/>
- Collectif Nourrir. (Infographie, 2025, 24 février). «L'élevage paysan, des bénéfices pour tous ! » <https://collectifnourrir.fr/infographie-lelevage-paysan-des-benefices-pour-tous%C2%B7tes/>
- Commissariat général au développement durable (CGDD). (2016). *Pollinisation et production alimentaire : état des connaissances et enjeux*. Ministère de la Transition écologique et solidaire. <https://www.ecologie.gouv.fr>
- DGOS. (2019, 12 septembre). « Obésité : prévention et prise en charge ». Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles. <https://sante.gouv.fr/systeme-de-sante/strategie-nationale-de-sante/priorite-prevention-rester-en-bonne-sante-tout-au-long-de-sa-vie-11031/priorite-prevention-les-mesures-phares-detaillees/article/obesite-prevention-et-prise-en-charge>
- DRIEE Île-de-France, *L'eau et les milieux aquatiques en Île-de-France*, édition janvier 2020, p. 5. [https://www.driat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2020\\_01\\_28\\_eau\\_et\\_milieux\\_aquatiques\\_idf-2.pdf](https://www.driat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2020_01_28_eau_et_milieux_aquatiques_idf-2.pdf)
- Fontaine, C. (2022, MAJ janvier 2023). «Le déclin des insectes pollinisateurs». Museum national d'histoire naturelle. <https://www.mnhn.fr/fr/le-declin-des-insectes-pollinisateurs>
- Laperche, D. (2014, 15 juillet). Les fruits et légumes bio plus riches en antioxydants, selon une étude scientifique. Actu-Environnement. <https://www.actu-environnement.com/ae/news/fruits-legumes-bio-plus-riches-en-antioxydants-selon-etude-scientifique-22252.php4>
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. (2018). Les haies bocagères : un patrimoine menacé. <https://agriculture.gouv.fr/la-haie-levier-de-la-planification-ecologique>
- Rigal, Stanislas et al. (2023, 15 mai). « L'intensification de l'agriculture est à l'origine de la disparition des oiseaux en Europe ». CNRS. <https://www.cnrs.fr/fr/presse/lintensification-de-lagriculture-est-lorigine-de-la-disparition-des-oiseaux-en-europe>
- World Health Organization : WHO. (2020, 31 juillet). «Résistance aux antibiotiques». <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/antibiotic-resistance>







© Alexandra Serrano

## VERS PLUS D'ÉLEVAGE DURABLE EN ÎLE-DE-FRANCE ?

*Cette partie présente les enjeux d'un avenir potentiel pour l'élevage en Île-de-France ainsi que les défis auxquels faire face*

### Favoriser le (re)développement de l'élevage sur le territoire francilien ?

Le développement de l'élevage en Île-de-France semble faire face à différents enjeux. En premier lieu, il fait face à plusieurs freins qui s'expriment à plusieurs échelles et sont l'héritage de diverses politiques agricoles (cf. partie 1). À l'échelle européenne, il semblerait que la politique agricole commune ne permette pas à l'élevage francilien de répondre à la concurrence économique et foncière d'autres cultures.

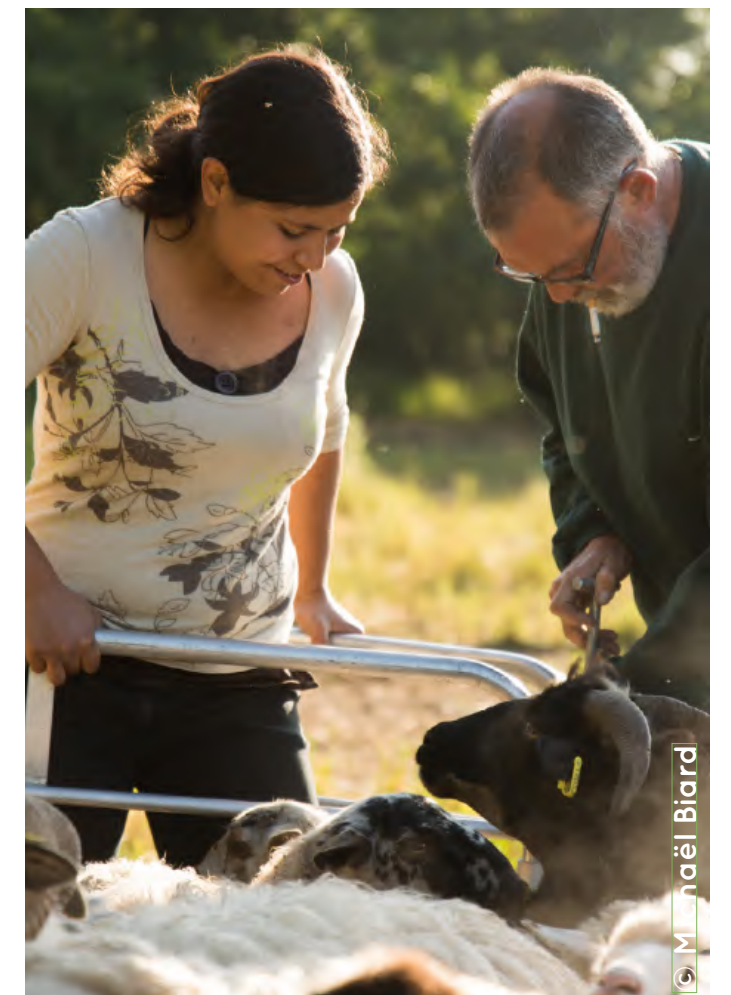
À l'échelle nationale, ce sont plutôt les normes importantes et l'image négative

de l'élevage (sale, polluant...) qui sont avancées comme des freins par les agriculteur·ices. D'autres caractéristiques, davantage régionales, sont majoritaires parmi les freins identifiés : le faible nombre d'abattoirs, la proximité des habitations, l'important temps de travail nécessaire, les difficultés d'accès au foncier, la concurrence avec les cultures céréalières, l'absence de travail collectif... sont quelques-uns des freins au développement de l'élevage identifiés par Jasnot.

En second lieu, le développement de l'élevage répondrait à diverses opportunités, parmi elles la mise en valeur du localisme, dans une région où un nombre important de consommateur·ices est présent. Le déve-

loppement de l'élevage pourrait permettre la rencontre entre une demande en produits animaux et une offre locale, notamment en lait (Hallepee, 2010). Toutefois, cette territorialisation ne peut se faire sans penser les circuits de commercialisation attenants. En effet, en 2010, 50 % de la production laitière francilienne étaient commercialisés hors de la région, notamment dans divers circuits industriels, tandis que la vente directe ne représentait que 10 % des volumes (Lebel, 2010).

La production régionale de lait et de produits issus de la première transformation ne représente que 1,6% de la consommation francilienne (Hallepee, 2010). Pour y répondre, l'intégration d'acteurs du territoire tant institutionnels que particuliers à la stratégie commerciale via les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) est une réponse à explorer.

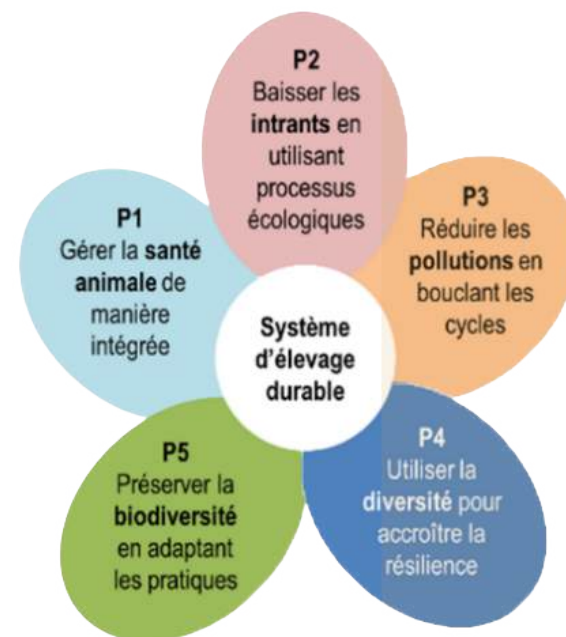


© Michaël Biard



**Le développement de l'élevage ou de la poly-culture-élevage présente plusieurs intérêts pour les territoires, notamment sur les aspects environnementaux, économiques et agronomiques.**

Ainsi, outre les plus-values paysagère et pédagogique de l'élevage sur un territoire, la diversification des fermes permet une diversité de sources de revenus, et *in fine* une meilleure résilience des exploitations face aux aléas climatiques, dont on sait qu'ils tendent à s'intensifier. D'un point de vue environnemental et agronomique, l'élevage extensif permet la conservation ou la restauration des agro-écosystèmes, notamment dans le cas des prairies, sur lesquelles la présence de troupeau permet une plus grande diversité biologique et le développement d'une faune qui ne serait pas présente sans cela (Jasnot, 2014). L'élevage permet aussi une rotation culturale plus riche pour les sols, et des apports en intrants non chimiques



**Figure :** Les cinq principes de Dumont et al. (2013) représentés sous la forme d'une marguerite par Jouven et al. (2022) dans « Agroécologie, élevage et changement climatique ».



intéressants. Néanmoins, considérant les bénéfices agro-écosystémiques, cela dépend du type d'élevage. En cas d'utilisation intensive des terres agricoles, on peut au contraire observer une perte de biodiversité ainsi qu'une dégradation du sol (compactage, non-renouvellement de la flore, nitrification).

Il peut être intéressant d'encourager le développement de l'élevage en Île-de-France : mais quel élevage ? Différents modèles agricoles permettent l'émergence d'un élevage désirable, parmi eux l'agriculture durable, l'agriculture de conservation ou encore l'agriculture biologique et paysanne. Les photographies de cette exposition ont été prises sur quatre fermes qui s'inscrivent dans ces deux derniers modèles d'agriculture.

## SOURCES

Boivin, Nicolas et Traversac, Jean-Baptiste. (2011) *Acteurs et agriculture biologique dans la fabrique alternative des espaces : Le cas de l'Île-de-France*. Norois [En ligne], 218 | 2011/1, mis en ligne le 30 juin 2013, consulté le 28 octobre 2025.

<http://journals.openedition.org/norois/3560> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.3560>

Hallepée, François. (2010). « Quelques éléments pour la sauvegarde des filières animales en Île-de-France ». *Pour*, 2010/2 n° 205-206, 2010. p. 221-225. CAIRN.INFO, [shs.cairn.info/revue-pour-2010-2-page-221?lang=fr](https://shs.cairn.info/revue-pour-2010-2-page-221?lang=fr)

Jasnot, Pierre-Emmanuel. (2014). « Élevage et biodiversité en Île-de-France, des synergies à encourager. Le cas des vallées franciliennes ». Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, direction de Laurent Simon. <https://www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/elevage-et-biodiversite-en-ile-de-france-des-synergies-a-encourager-le-cas-des-vallées-franciliennes-2014/>

Jouven, Magali et Stark, Fabien et Moulin, Charles-Henri. (2022). « Agroécologie, élevage et changement climatique. Comment l'élevage européen peut-il agir sur les leviers de l'agroécologie pour faire face au changement climatique ? ». *Viandes et Produits Carnés*, 2022, 9 p. <https://hal.inrae.fr/hal-03713286v1/document>

Lebel, Antoine. (2010) « Utopie et réalité de l'approvisionnement de masse en produits locaux ». *Pour*, 2010/2 n° 205-206, 2010. p. 195-204. CAIRN.INFO, [shs.cairn.info/revue-pour-2010-2-page-195?lang=fr](https://shs.cairn.info/revue-pour-2010-2-page-195?lang=fr)



## LES PRINCIPES DE L'AGRICULTURE PAYSANNE

Cette partie présentera les fondements de l'élevage paysan, un modèle ancré dans les territoires, adapté aux ressources locales et porteur de durabilité.

### Vers plus d'élevage paysan en Île-de-France ?

L'avenir de l'élevage passe par une adaptation aux ressources disponibles. L'une des conditions essentielles de sa durabilité réside dans la taille des exploitations, qui doit être en cohérence avec les capacités du système agricole dans son ensemble. Or, les élevages industriels, souvent disproportionnés, ne disposent pas toujours des terres nécessaires pour nourrir correctement leurs animaux ni pour valoriser les effluents pro-

duits. Ce déséquilibre engendre de nombreux problèmes environnementaux et économiques.

À l'inverse, l'élevage paysan favorise la polyculture-élevage et le pastoralisme. Il maintient des surfaces considérables de prairies, véritables puits de carbone, entretient une biodiversité animale et végétale riche, et s'inscrit en harmonie avec les écosystèmes naturels. Cette approche permet aussi la complémentarité des productions, notamment pour l'alimentation animale, réduisant ainsi la dépendance aux intrants extérieurs.



© Alexandra Serrano

Les principes de l'agriculture paysanne s'appuient sur six grands thèmes qui définissent ses conditions de mise en œuvre et d'existence : un lien fort au territoire, la valorisation des races patrimoniales, le développement des circuits courts, le respect des écosystèmes, des conditions de travail équitables, ainsi que la viabilité économique des fermes.



Figure : Les six thèmes du projet d'agriculture paysanne (Fadear)

## SOURCES

Boivin, Nicolas et Traversac, Jean-Baptiste. (2011) *Acteurs et agriculture biologique dans la fabrique alternative des espaces : Le cas de l'Île-de-France, Norois* [En ligne], 218 | 2011/1, mis en ligne le 30 juin 2013, consulté le 28 octobre 2025. <http://journals.openedition.org/norois/3560> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.3560>

Fadear, réseau de l'agriculture paysanne. Les six thèmes du projet d'agriculture paysanne.

<https://www.agriculturepaysanne.org/Les-6-themes-d-analyses>



*Bien que les femmes disposent aujourd'hui des mêmes statuts juridiques que les hommes en agriculture, leur travail reste souvent invisibilisé et sous-valorisé. Ce paradoxe met en lumière la persistance d'inégalités structurelles dans l'accès aux ressources, la reconnaissance professionnelle et les parcours d'installation.*

### La place et la reconnaissance du travail des femmes en agriculture

En France, les femmes agricultrices disposent aujourd'hui des mêmes statuts juridiques que leurs homologues masculins. Elles peuvent exercer en tant qu'exploitantes, co-exploitantes ou associées, et représentent environ 27 % des actifs agricoles (Rasplus, 2022). Pourtant, malgré cette avancée formelle, leur rôle économique reste souvent sous-estimé, voire invisible (Bessière et Gollac, 2014). La société continue majoritairement de les

identifier d'abord comme épouses ou mères, reléguant au second plan leur contribution directe et essentielle à la gestion des exploitations.

Clémentine Comer (2015) souligne par exemple que les femmes agricultrices mises en avant par la presse sont souvent présentées sous l'angle de la double casquette familiale et agricole.

### Une division sexuée persistante des tâches agricoles

L'obtention d'un statut professionnel ne suffit pas à remettre en cause la division sexuée du travail dans les exploitations agricoles. En pratique, les hommes se chargent principalement des tâches mécanisées et des grandes cultures, tandis que les femmes s'occupent essentiellement des soins aux animaux, des travaux manuels, de la transformation des produits, ainsi que de la gestion administrative et comptable. Cette séparation des rôles contribue à une moindre valorisation économique du

travail féminin, considéré à tort comme moins productif (Prévost, 2015).

Cette organisation est profondément enracinée dans le modèle familial agricole historique. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, la polyculture-élevage, destinée à la subsistance, mobilisait toute la communauté rurale (Nicourt, 2013).



## Des obstacles structurels à l'installation des agricultrices

Les représentations sociales et un milieu agricole majoritairement masculin exercent une influence directe sur les parcours d'installation des femmes. Les doutes exprimés par les banques et les organismes agricoles freinent leurs projets, notamment en limitant leur accès au foncier et au financement. Ainsi, leur taux d'endettement est plus élevé que celui des hommes et elles accèdent à des exploitations plus petites, en moyenne, d'une surface inférieure de 28 %. (Agathe Demathieu, 2022).

Par ailleurs, le réseau AMAP souligne que les femmes rencontrent davantage de difficultés lors de leur installation, ce qui explique en partie la faible proportion (seulement 22 %) de femmes parmi les nouvelles agricultrices aidées en Île-de-France entre 2015 et 2017 (Réseau des AMAP En Île-de-France : Les Femmes en agriculture). Céline Bessière et Sybille Gollac (2014) rappellent également que « l'accès des femmes à la profession agricole reste largement conditionné à leur mise en couple », indépendamment de leur statut.

## Vers une meilleure visibilité du travail des femmes

Depuis les années 1960, les recherches féministes ont mis en lumière l'invisibilité et le manque de reconnaissance du travail domestique, majoritairement assuré par les femmes. Ces travaux ont souligné l'imbrication des sphères privée et publique, ainsi que la continuité entre travail reproductif et travail productif, rappelant que « le privé est politique » (Prévost, 2015).

Aujourd'hui, de nouvelles figures féminines émergent, visibles par leur savoir-faire agricole, leurs compétences agronomiques et leur engagement écologique. Certaines adoptent des postures porteuses d'émancipation, dépassant la sphère familiale traditionnelle.

Ces agricultrices sont aussi très actives dans la diversification des activités agricoles (Giraud et Rémy, 2013) et dans le développement de l'agriculture biologique.

Enfin, dans l'enseignement agricole, la féminisation croissante des effectifs s'accompagne d'une remise en question des modèles traditionnels. Nombre de jeunes femmes y développent des projets d'installation plus autonomes, en rupture avec le cadre familial, soulignant que la production agricole familiale n'est plus un modèle immuable (Hervieu et Purseigle, 2013).

## SOURCES

- Agathe Demathieu. (2022). *Comprendre la division sexuelle du travail agricole : comment les techniques contribuent à la perpétuer ?* AgriGenre.  
<https://doi.org/10.58079/au3q>
- Bessière, C. et Gollac, S. (2014). «Travailleurs indépendants». Dans P. Chauvin, M. Grossetti et P. Zalio *Dictionnaire sociologique de l'entrepreneuriat*.
- Comer, Clémentine. (2016). « Ne pas faire mauvais « genre » », *Études rurales*  
<http://journals.openedition.org/etudesrurales/11255> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.11255
- Giraud, C. et Rémy, J. (2013). «Division conjugale du travail et légitimité professionnelle Le cas des activités de diversification agricole en France». *Travail, genre et sociétés*, 30(2), 155-172.  
<https://doi.org/10.3917/tgs.030.0155>
- Hervieu, B. et Purseigle, F. (2013). *Sociologie des mondes agricoles*. Armand Colin.  
<https://doi.org/10.3917/arco.hervi.2013.01>
- Lemarchant, C. et Seiller, P. (2021). *Agricultrices. Travail, genre et sociétés*, 45(1), 25-30.  
<https://doi.org/10.3917/tgs.045.0025>
- Nicourt, C. (2013). «Être agriculteur aujourd'hui : L'individualisation du travail des agriculteurs». Éditions Quæ.  
<https://doi.org/10.3917/quæ.nicou.2013.01>
- Prévost, Héroïse. « Des tomates et des femmes : Transformation agricole et division sexuelle du travail au Bénin ». *Journal des anthropologues*, 2015, n°140-141, p.93-112.  
<https://journals.openedition.org/jda/6052>
- Rasplus, V. (2021). *Des agriculteur.trice.s dans des sociétés agricoles hexagonales toujours dynamiques*. AgriGenre.  
<https://doi.org/10.58079/au32>
- Réseau des AMAP en Île-de-France : *Les femmes en agriculture*. Réseau des AMAP en Île-de-France.  
<https://amap-idf.org/paysan-ne/paysanne-en-amap>



# RESSOURCES AUDIOVISUELLES

## LIVRES

-

- *Plutôt nourrir*

Clément Osé et Noémie Calais

- *Paroles paysannes sur les relations humain-animal*

Confédération paysanne

- *Agriculture industrielle — On arrête tout et on réfléchit !*

Jacques Caplat

- *Élever*

Elsa Sanial

## BD

-

- *Les Cerveaux de la ferme — Au cœur des émotions et des perceptions animales*

Layla Benabid et Sébastien Moro

- *Il est où le patron ?*

Maud Bénézit & Les paysannes en polaire

## PODCASTS

-

- *Champs d'actions*

Confédération paysanne

- *Manuel Déterres*

Léa Arson & Emilie Serpossian

## FILMS - DOCUMENTAIRES

-

- *Le Fromage qui nous rend chèvre*  
Meriem Lay

- *La Chanson de Jérôme*

Olivier Bosson

- *L'Herbe tendre*

Daniel Blanvillain

- *Au-delà des clôtures*

Les DéTERREminés

- *Le Dernier des laitiers*

Mathurin Peschet

- *Envers et contre tout, éleveuses !*

Jean-Pierre Valentin

- *Le Veau, la Vache et le Territoire*

Patrice Gérard

- *Marie, un engagement paysan*

Daniel Blanvillain

- *Bienveillance paysanne*

Oliver Dickinson

- *Les Cochons de Julien*

Alexis Untereiner

- *Sur la paille*

Éric Guéret



# Quels sont les freins à l'installation en élevage biologique en Ile-de-France?

Éléments de réponse  
par Raphaëlle DEGEN,  
stagiaire chez Abiosol en 2025

**Parmi les freins à l'installation en élevage identifiés en IDF, sont identifiés des facteurs culturels et historiques ; des facteurs d'accessibilité au foncier et aux aides à l'installation ; d'adéquation et de disponibilité des formations ; de structuration de la filière.**

**Quelles sont ces contraintes et quelles sont les pistes pour y répondre ?**

## - Facteurs culturels et historiques & profil des NIMA\*

L'IDF est culturellement et historiquement tournée vers les grandes cultures et vers le maraîchage en ce qui concerne la ceinture verte de Paris, ce qui apporte un terreau plus favorable à la sélection de ce type de projets. De plus, l'installation en agriculture biologique est portée aux deux tiers par des porteur.euses de projets NIMA et ces dernier.es se tournent d'avantage vers des ateliers de maraîchage, qui demandent moins de ressources financières à l'installation et qui sont plus accessibles pour ce public à tendance urbaine.

## - Le coût à l'installation & le fléchage des aides financières à l'installation

Le démarrage ou la reprise d'une ferme en élevage représente des investissements significativement plus élevés que d'autres types d'ateliers, tant pour le bâtiment, l'achat du cheptel que pour le besoin en fonds de roulement.

Or, les aides à l'installation ne sont pas toujours adaptées à une installation en élevage. À titre illustratif, les critères de l'AIJA\*\* sont très restrictifs, par exemple sur le niveau de revenu agricole requis, équivalent au moins au SMIC dans un délai de trois ans ; alors que la rentabilité de l'élevage se construit plutôt sur le temps long.

## - Accessibilité du foncier

Parmi les enjeux d'installation, le foncier est un frein majeur. Il fait face à de fortes pressions, notamment d'urbanisation, étant plus intéressante financièrement et en proximité de zones urbaines. Pour contrer cela, divers dispositifs de régulation existent ; mais s'ils permettent de conserver la vocation agricole des terres, les critères d'attribution sont plutôt permissifs et contribuent aux logiques d'agrandissement. Cela est dû à des exigences particulières de viabilité économique et de rentabilité d'une part et d'un manque de repères techniques sur l'élevage, ces exploitations étant moins représentées dans les instances d'attribution dû à l'homogénéité du corps agricole francilien d'une autre part. D'une manière plus générale, les candidatures à l'installation hors cadre familial disposent de moins de chance de réussite : 48 % contre 70 % (Lataste, 2024).

## - Formations : conseiller.es techniques, formation par l'action et adaptation des formations

De plus, en Île-de-France, il est relevé un manque de formations spécifiques à l'élevage biologique. À titre d'exemple, il n'existe aucune formation en BPREA\*\*\* sur l'élevage biologique en Île-de-France. Les autres formations sont souvent inadaptées aux besoins : elles se focalisent sur l'élevage industriel, ou ne sont pas assez proches des pratiques de terrain. De plus, est relevé un

manque de référent.es techniques spécialisées sur les enjeux de l'élevage biologique au sein des instances accompagnatrices. Parmi les besoins exprimés sur les formations, on peut relever le besoin d'apprendre via la pratique et avec le soutien d'une « pair.e », comme cela peut être le cas dans le cadre d'un espace-test.

## - Structuration de la filière

Finalement, plusieurs éléments fragilisent l'installation et la pérennité des élevages franciliens. Premièrement, le faible nombre de vétérinaires spécialisés sur le territoire : en 2019, à l'échelle nationale, seuls 19 % des vétérinaires exerçaient en milieu rural. En parallèle, les éleveur.euses ne sont pas autorisé.es à se former et pratiquer certains gestes de base des soins (césarienne, soins d'urgence...).

Deuxièmement, la filière de transformation est lacunaire en Île-de-France et tend à s'amenuiser du fait du manque d'exploitations. Afin de conserver la certification Agriculture Biologique, l'ensemble de la filière doit être homologuée. Cependant, la continuité des intermédiaires du parcours de la viande bio est fragile, à commencer par le manque d'abattoirs certifiés bio, obligeant les éleveur.euses à transporter leurs animaux hors du territoire francilien.

### Sources

Lataste, Dominique (2024)  
*Mieux accompagner l'installation agricole : proposition d'une typologie des candidats hors cadre familial*. Entreprendre & Innover, 63(4), 45-54. <https://doi.org/10.3917/entin.063.0045>

Degen, Raphaëlle (2025)  
*Les freins rencontrés par les porteur.euses de projet en élevage biologique : une étude de cas en Île-de-France*. Sous la direction de Dubrulle Jonathan. Université Paris-Saclay.

\* Non Issu.e du Milieu Agricole

\*\* Aide à l'Installation Jeune Agriculteur

\*\*\* Brevet Professionnel de Responsable d'Exploitation Agricole





Abiosol  
Mundo-M  
47 avenue Pasteur  
93100 Montreuil  
-  
Tel : 07 74 63 10 82  
anna@abiosol.org  
www.devenirpaysan-idf.org

